



POUR UN ACCUEIL DIGNE DU PUBLIC, NOS CONDITIONS DE TRAVAIL ET NOS SALAIRES, EN GREVE LE 4 AVRIL !

Face à l'inflation et à la précarisation des salarié.es, il faut augmenter les salaires de 400 euros
SUD avait porté cette revendication lors des NAO fin 2023 (suivi par les autres OS) , et continue à le faire !!!

Pour rappel, le livre blanc du travail social (rendu par le haut conseil du travail) remis au gouvernement en décembre 2023 préconise « une action rapide en matière de revalorisation des salaires, de recrutement » mais reste sans aucun effet à l'heure actuelle.

Mais ne soyons pas dupes, la difficulté de recrutement dans notre secteur n'est pas seulement due à nos faibles salaires, mais aussi à la perte de sens impulsée par des choix politiques libéraux quand ils ne sont pas franchement d'extrême droite.

Nous constatons de plus en plus de turn-over, d'épuisement professionnel déstabilisant nos conditions de travail et l'accueil digne du public.

Nos bâtiments, souvent dans un triste état, participent aussi à cette problématique. Comment se sentir bien au travail quand on accueille une famille dans un appartement délabré ?

Dans un contexte de « crise » -organisée- des financements publics (Sécurité Sociale, Etat, Départements), les lois successives ont consacré la soumission obligatoire de tous les établissements à une procédure d'évaluation et à une compétitivité, une mise en concurrence généralisée des établissements et services sociaux et médico sociaux.

La marchandisation de notre secteur doit s'arrêter, ce n'est pas la concurrence qui-améliorera la situation.

ADOMA et son plan « HEMISPHERE » en est malheureusement totalement partie prenante. HEMISPHERE, c'est la bonne conscience de groupes vérolés comme BNP PARIBAS ou PRO BTP.

LES CPOM et ce qu'ils induisent sont également une catastrophe. Ainsi, ADOMA fait une bascule permanente entre sites pour la gestion du (minable) prix de journée en CADA/PRAHDA/HUDA.

Ne nous y trompons pas, ADOMA, toujours prompt à faire du moins disant, est bien le bras armé de l'état dans la gestion des demandeur.ses d'asile. Car oui, ADOMA quoiqu'elle en dise, s'enrichit par le biais de l'hébergement (les prix de journée, c'est du sûr pour occuper des bâtiments vétustes et inlouables dans le logement social!!!)

En même temps, la loi Asile et Immigration vise à précariser toujours plus les étranger.es et à les présenter comme un danger. Cette loi va amplifier une perte de sens de nos métiers !

Finalement, comment peut-on travailler sereinement face au manque de salarié-es de terrain ? Face au manque de moyens et de rénovations sur nos sites ADOMA ?

Pendant que les profits du CAC 40 explosent (124 milliards en 2023), les services sociaux sont à bout de souffle.

Pendant que la CDC se remplit les poches, nos primes diminuent, il n'y a qu'à voir la participation divisée par 3 en 1 an !!!!

**On ne veut plus être des
travailleur-ses précaires au
service des plus fragiles !**

SUD LOGEMENT SOCIAL réclame :

- **des embauches massives chez ADOMA, sur le terrain et pas chez les cadres sup !!! 2 RR par site, des RIS, un pour 800 résidents nous ne saisissons pas bien l'insertion possible avec ce ratio, un taux de 1/15 en CADA comme le préconise la loi, et non 1/20 comme actuellement**
- **des conditions d'hébergement et de logement dignes pour le public accueilli**
- **400 euros de plus par mois pour toutes et tous, en SALAIRE et pas en primes !**
- **la fin de la PAO et du règne de l'arbitraire, et son remplacement par un 14^{ème} mois**